

NYÉLÉNI

VERS UN FORUM MONDIAL SUR LA

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE



TABIE DE MATIÈRES



03 Qui sommes-nous ?

04 Souveraineté alimentaire

05 Ce que nous avons fait

06 Les défis actuels

07 Construire la réponse mondiale

08 Décortiquer la convergence intersectionnelle

09 Du processus de Nyéléni au forum de Nyéléni

10 Chronologie

QUI SOMMES-NOUS ?

Le Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire (IPC) est une plateforme mondiale autonome et auto-organisée dirigée par des mouvements sociaux d'autochtones, de petits producteurs de denrées alimentaires, de consommateurs et de travailleurs ruraux qui visent à faire progresser l'agenda de la souveraineté alimentaire aux niveaux régional et mondial.

Actuellement, IPC se compose de 18 mouvements et réseaux sociaux régionaux et mondiaux, avec plus de 6 000 organisations représentant un total estimé à plus de 300 millions de personnes dans le monde. Les mouvements sociaux mondiaux membres du CIP partagent les principes et les six piliers de la souveraineté alimentaire tels qu'ils sont décrits dans la déclaration et le rapport de synthèse de Nyéléni 2007. Le CIP est également soutenu par un groupe d'organisations non gouvernementales (ONG) alliées qui fournissent une analyse critique et une expertise technique.



SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE



04

"La souveraineté alimentaire est le droit des peuples à une alimentation nutritive et culturellement appropriée, accessible, produite de manière durable et écologique, et leur droit à décider de leur propre système d'alimentation et de production. Elle place ceux qui produisent, distribuent et consomment la nourriture au cœur des systèmes et des politiques alimentaires, au-dessus des exigences des marchés et des entreprises. Elle défend les intérêts des générations futures et les inclut.

Elle offre une stratégie de résistance et de démantèlement du libre-échange et des entreprises, ainsi que du régime alimentaire actuel, et permet d'exploiter les systèmes alimentaires, agricoles, pastoraux et halieutiques afin qu'ils soient gérés par les producteurs locaux. La souveraineté alimentaire donne la priorité aux économies locales et aux marchés locaux et nationaux, donne du pouvoir aux paysans et à l'agriculture familiale, à la pêche artisanale et au pastoralisme traditionnel, et place la production, la distribution et la consommation d'aliments sur la base de la durabilité environnementale, sociale et économique. La souveraineté alimentaire promeut un commerce transparent, qui garantit des revenus décents pour tous, ainsi que le droit des consommateurs à contrôler leur alimentation et leur nutrition. Elle garantit que les droits d'accès et de gestion de nos terres, de nos territoires, de nos eaux, de nos semences, de notre bétail et de notre biodiversité sont entre les mains de ceux d'entre nous qui produisent la nourriture. La souveraineté alimentaire implique de nouvelles relations sociales exemptes d'oppression et d'inégalités entre les hommes et les femmes, les peuples, les groupes raciaux, les classes sociales et les générations."

Déclaration de Nyéléni, Sélingué, Mali 2007



CE QUE NOUS AVONS FAIT

Le CIP joue un rôle essentiel en tant qu'espace de coordination pour le mouvement de souveraineté alimentaire dans le monde entier et a articulé des stratégies et des solutions pour des systèmes alimentaires plus justes et écologiques depuis les années 1990. Grâce au CIP, les mouvements sociaux ont pu organiser le Forum de Nyéléni sur la souveraineté alimentaire en 2007 et le Forum international sur l'agroécologie en 2015.

Au cours des deux dernières décennies, les membres de l'IPC ont obtenu d'excellents résultats pour les petits producteurs alimentaires, les peuples autochtones et les consommateurs en général, en défendant et en promouvant les droits de ceux qui produisent une part importante de notre alimentation, bien qu'ils soient largement marginalisés dans les espaces de prise de décision.

En tant que force politique mondiale, l'IPC a amplifié la voix et les perspectives des peuples autochtones et d'autres groupes dans les traités et politiques internationaux.

Par exemple, les mouvements sociaux ont réussi à :

- inclure les droits des agriculteurs dans le Traité international sur les ressources phytogénétiques (TIRPAA) en 2001 ;
- influencer la création d'un mécanisme autonome et auto-organisé pour la participation des groupes de la société civile au Comité des Nations unies sur la sécurité alimentaire (2010) ;
- contribuer à l'élaboration des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale (2012) et des Directives volontaires visant à garantir la durabilité des pêches artisanales dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté (2014) ;
- conclure un accord formel avec l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) afin d'offrir un espace pour la participation des mouvements sociaux aux processus pertinents des Nations unies.

Le CIP offre aux mouvements sociaux une plateforme mondiale qui associe une expertise technique de haut niveau à un processus décisionnel ascendant. Le CIP facilite le dialogue mondial entre les mouvements sociaux, les peuples autochtones, les petits producteurs de denrées alimentaires, les consommateurs et leurs alliés, en créant une coalition puissante capable de porter leurs problèmes au plus haut niveau de la gouvernance internationale, dans le but d'assurer le plein respect de leurs droits humains, culturels, environnementaux et sociaux.





LES DÉFIS ACTUELS

Au cours des 27 dernières années, notre collectif a parcouru un long chemin, mais il reste encore beaucoup à faire. Le monde est dans une tourmente sans précédent, et nous sommes tous confrontés à des crises profondes et imbriquées - économiques, sociales, démocratiques, écologiques, sanitaires, patriarcales et racistes. La mentalité dominante et les institutions qu'elle contrôle sont incapables d'apporter de véritables solutions. Nous avons besoin de toute urgence d'un changement systémique et transformateur et d'un soutien aux luttes des mouvements sociaux.

06

Les défis interdépendants de la pandémie de COVID-19, de la crise climatique, de la pauvreté liée aux combustibles ou à l'alimentation, des tensions internationales croissantes, des conflits et de l'augmentation de la faim tant dans le Sud que dans le Nord ont mis en lumière les liens entre les différentes luttes pour la justice mondiale. Dans le même temps, cependant, ils ont contraint de nombreux mouvements sociaux à se concentrer sur les réponses immédiates et les besoins locaux. De nombreuses communautés vulnérables ne reçoivent pas le soutien dont elles auraient dû bénéficier et sont confrontées à une insécurité alimentaire croissante et aux conséquences du changement climatique. Les petits producteurs de denrées alimentaires font faillite, tandis que les travailleurs agricoles et alimentaires (dont beaucoup sont des migrants) perdent leurs emplois sous-payés et leur accès à la nourriture. Dans le même temps, leurs employeurs, les grandes entreprises agroalimentaires, absorbent des ressources publiques essentielles et continuent de réaliser des profits inouïs.

Les membres du CIP prévoient que cette crise renforcera un système alimentaire industriel responsable de la dégradation de l'environnement et d'un tiers des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Ce système contribue à des crises sanitaires mondiales telles que la pandémie de COVID-19, génère la pauvreté et la faim, n'offre que peu ou pas de protection sociale à des millions de personnes et inonde le marché mondial de malbouffe liée à des maladies non transmissibles très répandues telles que l'obésité, les maladies cardiovasculaires et le diabète. Nous appelons à un changement de paradigme qui fasse des systèmes alimentaires des biens publics pour le bien-être des personnes et de la planète, sur la base de la centralité des droits de l'homme, qui mette en pratique la souveraineté alimentaire, reconnaisse la primauté des politiques publiques et renforce un modèle de gouvernance véritablement inclusif, démocratique et cohérent, capable de réaliser le droit à une alimentation et à une nutrition adéquates pour tous, aujourd'hui et à l'avenir.



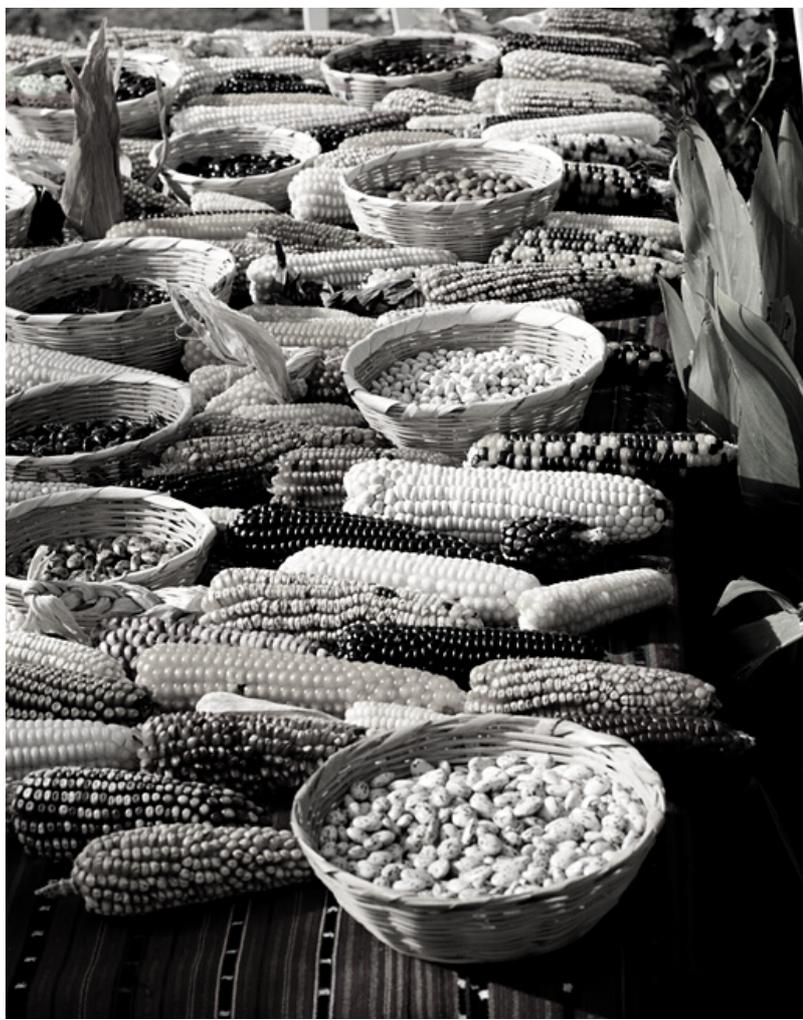
CONSTRUIRE LA RÉPONSE MONDIALE

Les membres de l'IPC ne restent pas inactifs, attendant la catastrophe. Nous nous battons et continuerons à le faire. C'est pourquoi nous appelons à une nouvelle mobilisation au sein et au-delà du mouvement pour la souveraineté alimentaire, afin de construire notre réponse aux niveaux mondial et local et de resserrer les alliances avec la justice climatique, l'antiracisme, les mouvements noirs, les groupes syndicaux et féministes, et l'économie sociale et solidaire. C'est maintenant ou jamais.

Vingt-sept ans après la proclamation de la souveraineté alimentaire, le CIP appelle à une nouvelle édition élargie du processus de Nyeleni, invitant les mouvements sociaux mondiaux, les organisations et les réseaux à articuler une convergence intersectionnelle vers des propositions communes pour un changement de système.

Grâce à ce processus pluriannuel, nous espérons rassembler des milliers d'organisations de base et d'autres alliés pour discuter et proposer un programme politique solide en matière de souveraineté alimentaire et de justice climatique, sociale, raciale et de genre pour les années à venir. Il s'agit d'une entreprise cruciale et gigantesque qui impliquera des processus de création d'alliances et d'agendas politiques communs dans les régions et les territoires dans lesquels le CIP est organisé.

Les résultats de ce processus mondial aboutiront à un Forum mondial Nyéléni, qui se tiendra en 2025 en Inde, au cours duquel des centaines de délégués du monde entier discuteront de stratégies et de solutions pour des systèmes alimentaires plus justes et agroécologiques et relanceront une alliance mondiale capable de contrecarrer les forces qui poussent le monde vers une crise plus profonde et multidimensionnelle.





DÉCORTIQUER LA CONVERGENCE INTERSECTIONNELLE

A IPC, nous savons que la lutte pour la souveraineté alimentaire, le climat, le genre, la justice économique et sociale est une lutte systémique intersectionnelle. Nous savons que, ces dernières années, de plus en plus de mouvements ont exigé un changement radical des systèmes, la souveraineté alimentaire, la solidarité sociale et des économies féministes, obtenant des changements de grande envergure pour les droits des travailleurs et ceux des paysans et des peuples autochtones. Nous comprenons que le mouvement pour la souveraineté alimentaire n'est pas le seul à faire face à ces menaces systémiques sous-jacentes. Il est donc impératif de converger avec des personnes confrontées à différentes formes d'oppression et de se mettre d'accord avec elles sur des programmes et des stratégies.

Les mouvements et organisations impliqués doivent avoir une vision stratégique du changement systémique. Le processus doit être mené par les mouvements sociaux et les organisations sociales, sans exclure les ONG et les universitaires. Ils doivent partager des aspects importants de la perspective et de la vision d'IPC : féminisme, équité, anticolonialisme, paix, antiracisme, démocratie, mouvement dirigé, anti-extractivisme, anticolonialisme, anti-dette, anti-impérialisme, égalité, inclusivité et diversité. Ils doivent placer les droits de l'homme au centre de leurs luttes.

Nyeléni est le territoire et la plateforme de notre processus de convergence multisectorielle. Notre méthodologie est fondée sur le principe de la solidarité internationaliste. Elle fonctionne par le biais d'un dialogue des connaissances ("Diálogos de saberes"), basé sur l'héritage, le patrimoine et la diversité des peuples, des cultures et des luttes, qui construit l'unité tout en renforçant les processus d'organisation territoriale. Sans organisations fortes et coordonnées, du niveau local au niveau mondial, il n'y aura pas de résistance suffisante au pouvoir du capital, aux forces conservatrices, ni de capacité à réaliser des transformations systémiques.



DU PROCESSUS DE NYÉLÉNI AU FORUM DE NYÉLÉNI

Le processus définit les paramètres des valeurs communes afin de pouvoir engager un débat efficace entre tous les participants. Ce n'est qu'au travers d'un processus véritablement participatif que nous pourrions construire un Forum Nyéléni transformateur et puissant.

09 Dans un premier temps, pour lancer le processus, les membres du CIP se sont réunis en septembre 2022 à Rome afin de convenir des lignes d'action stratégiques pour continuer à construire le processus de Nyéléni. La réunion de Rome a été essentielle car elle a permis aux membres de débattre des caractéristiques de la convergence multisectorielle. L'accent a été mis sur l'aspiration à atteindre et à construire des alliances entre les mouvements qui mènent la même bataille contre la mainmise des entreprises et pour la récupération de la démocratie par le bas, en offrant l'expérience du mouvement pour la souveraineté alimentaire et en s'appuyant sur lui.

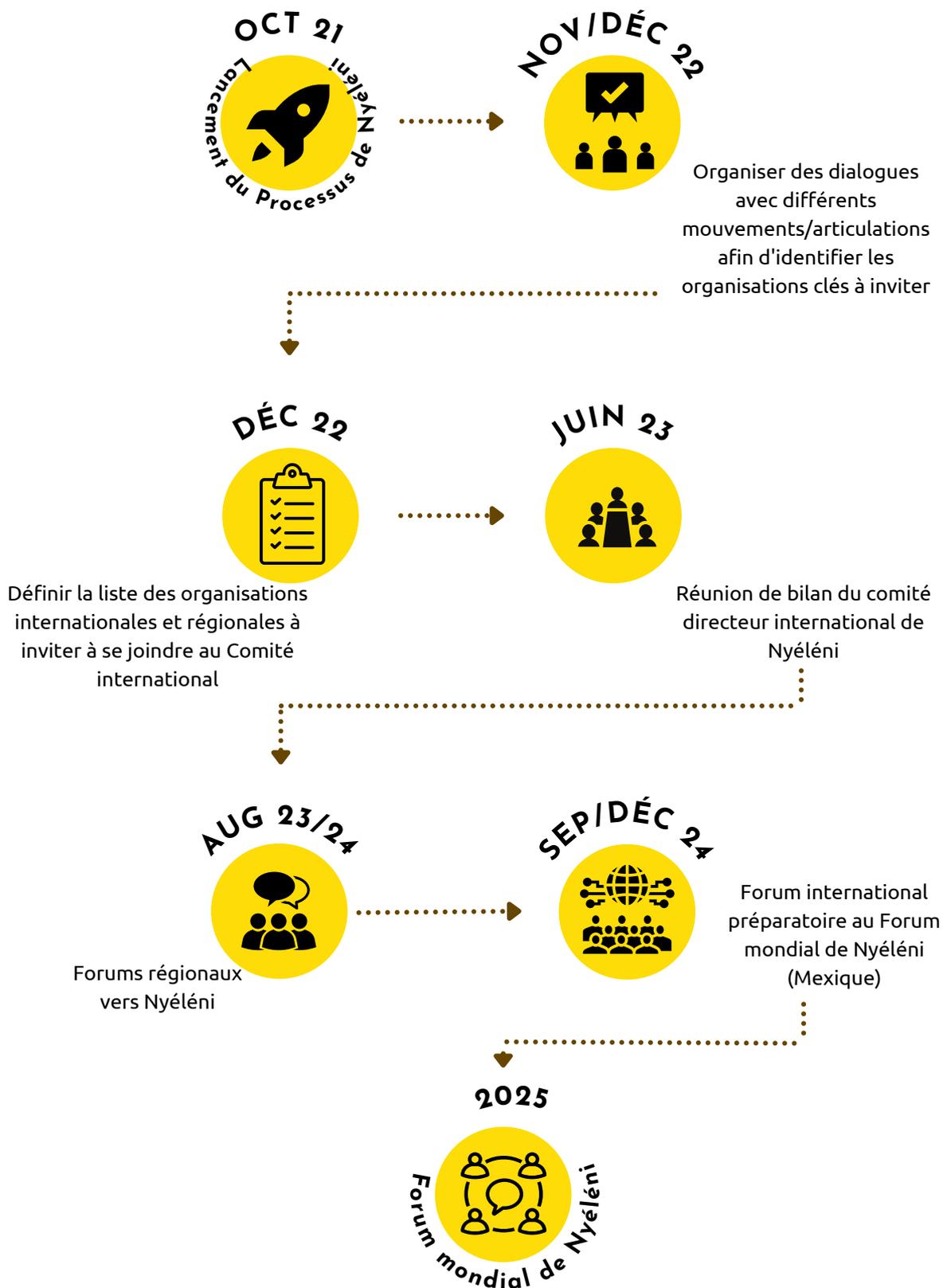
Une nouvelle rencontre mondiale est prévue pour juin 2023. De nouveaux alliés extérieurs au mouvement pour la souveraineté alimentaire y seront invités à rejoindre un comité directeur international qui, avec l'IPC, ouvrira la voie à des processus régionaux.

Des consultations régionales seront organisées dans les Amériques, en Europe et en Asie centrale, en Afrique, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, en Asie et dans la région du Pacifique. Lors de ces consultations, les mouvements sociaux, les ONG et les universitaires proches de l'IPC - ainsi que les principaux organisateurs de la base pour la justice climatique, les droits des travailleurs, les mouvements noirs et antiracistes, l'économie sociale et solidaire et les groupes féministes - seront invités à participer. L'objectif est d'atteindre le plus grand nombre possible d'organisations alliées afin d'organiser des dialogues régionaux axés sur les domaines de convergence.

Dans la phase finale, le Forum Nyéléni s'appuiera sur les résultats des consultations régionales pour mener des discussions interrégionales et multithématiques, procéder à des analyses finales et prendre des décisions, tout en atteignant les autres objectifs du forum. Il s'agit notamment de (re)dynamiser et de renforcer le mouvement pour la souveraineté alimentaire, d'encourager la solidarité, de créer une dynamique pour faire entendre la voix des organisations et des populations locales et de donner une orientation commune aux mouvements sociaux pour les années à venir. Mais la fin de ce processus n'est pas le Forum lui-même, mais plutôt la mise en œuvre des décisions prises et des lignes directrices adoptées tout au long du processus.



CHRONOLOGIE



www.foodsovereignty.org
ipc-cip@foodsovereignty.org

